

n° 5730/SG

Paris, le 31 juillet 2014

Le Premier ministre

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de région

J'ai présenté, à l'occasion de la communication en Conseil des Ministres du 16 juillet dernier, les conditions d'élaboration de la nouvelle génération de contrats de plan Etat-région.

Dès septembre, il vous appartiendra d'engager, sur la base des mandats de négociation qui vous seront transmis, les échanges avec les Présidents de Conseil régional. Je souhaite, dans la continuité du message que je vous ai adressé lors de la réunion des préfets du 10 juillet, que votre mobilisation garantisse la réussite des CPER.

Ces contrats couvriront la période 2015-2020, afin de demeurer en cohérence avec le calendrier des programmes européens.

Le contrat de plan organise la convergence des financements en faveur des projets structurants dans les territoires. Ils doivent garantir la cohérence des différentes interventions de l'Etat et de ses opérateurs.

C'est pourquoi les crédits du Programme des investissements d'avenir consacrés d'une part à l'usine du futur, d'autre part au plan très haut débit, seront déclinés au niveau régional et valorisés au sein des contrats. De la même façon, la part des crédits de l'ANRU affectée aux projets d'intérêt local complétera le volet territorial, qui intégrera également les contrats de ville – au fur et à mesure de leur signature – et, pour les régions concernées, les dispositifs d'accompagnement des restructurations de sites de défense.

S'agissant des projets financés par l'Etat, des éco-conditionnalités devront être introduites pour s'inscrire dans l'objectif de transition écologique.

Le Gouvernement travaille actuellement à la ventilation des crédits entre les régions et entre les espaces interrégionaux pour lesquels une contractualisation spécifique est prévue – les massifs de montagne, les fleuves et la Vallée de la Seine.

Les enveloppes vous seront notifiées dans les mandats, qui préciseront pour chacun des volets des instructions propres à votre région sur les contenus conformes aux priorités de l'Etat.

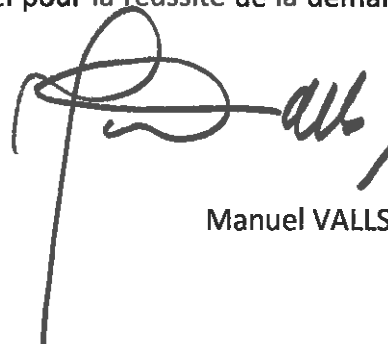
S'agissant des enveloppes du volet mobilité multimodale pré-notifiées à l'automne 2013, je vous en confirme le montant qui sera en moyenne de 950 M€ par an sur la période. Un effort de programmation sera nécessaire pour assurer la crédibilité de notre démarche.

Dès réception des mandats, vous pourrez donc entamer officiellement les négociations avec le Président du conseil régional, en veillant à poursuivre la concertation avec les collectivités et groupements infrarégionaux, notamment pour définir les priorités du volet territorial. Celui-ci doit particulièrement traduire l'ambition d'égalité des territoires qui anime le Gouvernement. Je vous demande ainsi d'être attentif aux enjeux d'amélioration de l'offre de services au public, surtout en milieu rural, et aux besoins d'accompagnement des territoires qui rencontrent des difficultés socio-économiques marquées.

Sur la méthode d'élaboration et le calendrier, des instructions techniques complémentaires vous seront apportées par la commissaire générale à l'égalité des territoires, chargée de coordonner au niveau interministériel la préparation et la mise en œuvre des contrats de plan.

Je suis très attaché à ce que les négociations que vous poursuivrez à partir du mois de septembre témoignent de la confiance renforcée de l'Etat dans le partenariat avec les Régions et les autres collectivités.

Je sais pouvoir compter sur votre engagement personnel pour la réussite de la démarche et vous en remercie.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Valls', with a long vertical line extending downwards from the start of the signature.

Manuel VALLS